HAL open science

Reconstruire un public par les sciences sociales et de gestion : l'invitation à une enquête pluriséculaire

Rémi Jardat

To cite this version:

Rémi Jardat. Reconstruire un public par les sciences sociales et de gestion : l'invitation à une enquête pluriséculaire. Le Libellio d'AEGIS, 2020, Automne 2020, 16 (2), pp.25-39. hal-03120679

HAL Id: hal-03120679

https://hal.science/hal-03120679v1

Submitted on 25 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Reconstruire un *public* par les sciences sociales et de gestion : l'invitation à une enquête pluriséculaire

Capital et Idéologie de Thomas Piketty

Rémi JARDAT, professeur agrégé des universités,
Université d'Evry-Paris Saclay, laboratoire LITEM (E.A. n° 7363), remi.jardat@univ-evry.fr, remi.jardat@orange.fr

Résumé

Capital et Idéologie invite le lecteur à une enquête multiséculaire et transdisciplinaire sur les inégalités excessives et leurs conséquences. Après avoir exposé le "grand récit alternatif" sur lequel débouche cette enquête, cet article analyse les innovations conceptuelles et théoriques de l'ouvrage, puis la méthodologie et l'exposé des arguments. L'enquête de Piketty semble assez fidèle à la logique de l'enquête de Dewey et d'une manière générale à l'épistémologie pragmatiste : progrès de la connaissance par création d'hypothèses nouvelles (abduction) et reconnaissance d'une connexion entre faits et valeurs. Piketty ignore toutefois dans cet ouvrage la contribution des chercheurs en gestion. L'auteur invite en retour ses collègues et Piketty à enrichir conjointement l'enquête sur les inégalités, par exemple à travers la question de la démocratie dans l'entreprise.

Mots-clés

Piketty, enquête, pragmatisme, démocratie, inégalités.

Type d'Article

Point de vue

Remerciements

Ce texte a gagné beaucoup en clarté (certes insuffisante) aux suggestions de Julienne Brabet que je remercie par ailleurs pour ses encouragements incessants à poursuivre l'aventure intellectuelle.

Introduction

Les sciences de gestion peuvent-elles se réclamer d'une substantielle utilité pour aider nos sociétés à relever les défis géopolitiques, environnementaux, sanitaires du XXIe siècle ? Oser poser cette question constitue-t-il seulement un préalable légitime ? Paradoxalement, il se pourrait que nous trouvions des éléments de réponse en nous inspirant du nouveau maître ouvrage d'un économiste, résolument transdisciplinaire, mais qui ignore à ce stade assez radicalement tous les travaux produits par notre discipline.

Paru à l'automne 2019, *Capital et idéologie* avait, à l'été 2020, fait l'objet de peu de recensions académiques. On relève tout d'abord deux articles assez favorablement critiques, l'un du sociologue Christian Baudelot (2020) et l'autre d'un inspecteur des finances dans une revue de sciences administratives (Barilari, 2019). A notre connaissance, outre l'analyse raisonnée de Brisset (2020), la seule réaction d'un économiste qui semble avoir lu au moins une partie de l'ouvrage est celle de Jean Pisani-Ferry (2019), plutôt focalisé sur les conditions de (non-) faisabilité des mesures proposées en fin d'ouvrage. Cela s'explique, espérons-le, par le temps de digestion que nécessitent ces 1200 pages, assez denses bien qu'écrites avec une très grande clarté et sans jargon de spécialiste. Dans la presse, au contraire, les nombreuses réactions d'économistes ou de managementistes, outre qu'elles ont été manifestement trop précoces pour que leurs auteurs puissent avoir réalisé la lecture sérieuse d'un travail aussi substantiel et novateur, ont eu jusqu'à ce jour un caractère quelque peu inquiétant. Si des personnes très bien formées et détenant des pouvoirs d'influence importants sur les politiques publiques réagissent de manière aussi superficielle, voire grossière[1], à un travail aussi important et sagement réformiste, on peut s'interroger sur le caractère éclairé des décisions prises au sein des appareils de la Grande Nation des Lumières.

Cet ouvrage est pourtant précieux en ce qu'il pose conjointement, à travers une enquête pluridisciplinaire très étayée statistiquement et historiquement, les questions concernant les grandes bifurcations de notre siècle : adaptation aux chocs environnementaux ou effondrements sociaux et politiques, poursuite du développement ou régression (y compris des pays les plus avancés), approfondissement démocratique ou prise du pouvoir par des coalitions autoritaires et racistes. Le présent article se veut l'amorce d'une conversation entre les sciences de gestion et l'enquête de Thomas Piketty.

Nous proposerons d'abord un résumé de cet ouvrage (1) qui prend la forme d'un grand « récit alternatif » reconstruit face à un « grand récit propriétariste et méritocratique » (*op. cit.,* p. 13) ne suffisant plus aujourd'hui, selon l'auteur, à faire tenir nos sociétés. Mais parce qu'un grand récit ne peut exercer d'emprise durable sans un corps de concepts, d'arguments, et notamment de propositions nomologiques (lois hypothétiques), nous procéderons ensuite à l'analyse de l'armature conceptuelle et théorique de l'ouvrage (2). Cette armature a d'autant plus de force et de validité qu'elle mêle, dans une même enquête, faits et valeurs. D'où un troisième point, celui de la méthodologie et de l'exposition des arguments dans l'ouvrage (3) : le sous-texte émotiviste qui soutient ce récit, participe légitimement et efficacement de la démonstration. Piketty ose des gestes inspirants pour la recherche en gestion.

La conclusion amorce une discussion quant à la logique pragmatiste de l'enquête et aux points de rencontre empiriques et théoriques avec des sciences de gestion dont les travaux sont

[1] Par charité pour ces auteurs, dont le risque de figurer dans un futur *dictionnaire des idées reçues* ne serait pas négligeable, nous ne mentionnons ici ni les références précises de ces textes ni les noms de ceux qui les ont produits.

radicalement ignorés dans ce texte, et notamment sur la question de la démocratie en entreprise.

1. Le Grand récit Alternatif : l'anomalie du néo-propriétarisme

Thomas Piketty attribue pour une large part le succès des révolutions conservatrices reagano-thatchériennes à un « grand récit propriétariste et méritocratique » (*op. cit.,* p. 13), face auquel « la reconstruction d'un grand récit alternatif » (*op. cit.,* p. 14) lui paraît indispensable. Un grand récit - c'est là aussi tout son avantage paradoxal - se prête à des présentations courtes. C'est pourquoi nous exposerons les grandes lignes du contenu de l'ouvrage de Thomas Piketty sous la forme d'un *grand récit alternatif* reconstitué par nos soins et qui reflète le point de vue particulier d'un lecteur européen sur un travail d'ambition planétaire.

Prologue : l'idéologie

Avant le commencement, il y a un constat intemporel : « chaque société humaine doit justifier ses inégalités, il faut leur trouver des raisons, faute de quoi c'est l'ensemble de l'édifice politique et social qui menace de s'effondrer » (Première phrase de l'ouvrage). Puis commence le temps historique avec, sur tous les continents (mais pas en même temps), des sociétés de type ternaire « se constituant de trois groupes sociaux distincts, chacun remplissant des fonctions essentielles au service de la communauté, et indispensable pour sa perpétuation : le clergé, la noblesse et le tiers état. » (*op. cit.,* p. 72). L'idéologie qui permet à ces sociétés de tenir en justifiant ses inégalités est dite « trifonctionnelle ».

Épisode 1 : Une fiscalité plus efficace débloque l'avancée technologique et militaire de l'Europe (l'impôt passe de 1% à 10%-20% du revenu national)

Au fil de l'histoire, toutes ces sociétés se développent socio-économiquement ce qui les conduit à sortir du système trifonctionnel. L'Europe moderne est la première à le faire, parce qu'elle est la seule à connaître une accélération du développement à partir des Temps Modernes, qui lui fait franchir un certain seuil. Ce seuil n'a été atteint que parce que les États européens, pour financer leurs guerres intestines, construisent un appareil d'État capable de passer de 1% à 10% de prélèvements obligatoires. Cette ressource catalyse et entretient une dynamique endogène faite de sauts technologiques, industriels, militaires et aussi éducatifs par lesquels l'État se renforce et peut en retour accélérer ces développements.

Épisode 2 : Au XIXe siècle, le propriétarisme libère l'entreprise, il accompagne et nourrit la domination occidentale

Fort de l'avantage conféré au premier à franchir ce seuil, le continent européen asservit le reste de la planète, notamment en prélevant ses ressources naturelles, et crée une division du travail mondial concentrant la richesse dans une logique de tributs militaires qui se poursuit jusqu'à la Première Guerre mondiale. Pour les autres civilisations, la sortie du système trifonctionnel est exogène et brutale. La Chine vertueuse mais sous-fiscalisée à 1% du Revenu National ne peut résister aux canonnières européennes et se voit soumise à des trafiquants d'opium au XIXe siècle. L'Inde voit son développement endogène gravement perturbé par le colonisateur qui fige en castes étanches des systèmes de solidarités autrefois

beaucoup plus fluides. Le développement des États Occidentaux est au XIXe siècle soutenu par une nouvelle architecture de droit qui sacralise la propriété et libère l'initiative entrepreneuriale. A l'idéologie trifonctionnelle a succédé une idéologie propriétariste, en osmose avec un nouveau régime politique où seuls les grands propriétaires votent : le système censitaire. Dès cette époque, le Royaume-Uni opère des choix d'endettement et de fiscalité spécifiques – entrainant notamment un sous-investissement éducatif - qui ralentissent son développement et conduisent à son déclassement progressif face à l'Allemagne.

Épisode 3 : au XXe siècle « social-démocrate », un nouveau seuil de prélèvements obligatoires (30-40% du revenu national) conduit à des niveaux de croissance et de développement inégalés

Au cours du XXe siècle, les États occidentaux et certains états occidentalisés mais non colonisés (Japon) franchissent un nouveau seuil de développement qu'accompagne et permet un nouveau seuil de prélèvements obligatoires à 30-40% : ce qui était impensable en 1900, du fait de la sacralisation excessive de la propriété, devient inévitable en 1914 avec l'apparition d'impôts progressifs. Il en résulte un nouveau saut éducatif et technologique qui creuse dans la durée l'avance technologique de l'Occident. Quelle que soit leur couleur politique, les régimes occidentaux qui ont su désacraliser la propriété et augmenter les prélèvements obligatoires au service du développement (éducation, technologie, santé, infrastructures, etc.) vivent sous une nouvelle idéologie, définie comme « social-démocrate », en phase avec la démocratie du suffrage universel. Cette progressivité inédite de l'impôt alimente les moteurs d'une croissance économique et d'un niveau de développement sans commune mesure avec ceux des périodes précédentes, dans un champ politique où s'affrontent un centre gauche élu par les classes moyennes et populaires favorables à un toujours plus d'égalité, et un centre droit des classes moyennes et supérieures, soucieuses de modérer cette même évolution. Mais la « social-démocratie » est pour une bonne part improvisée, incomplète et cloisonnée internationalement. C'est en somme une idéologie bienfaisante mais qui manque de robustesse.

Épisode 4 : à la charnière des XXe et XXIe siècles, le néo-propriétarisme triomphe et les prélèvements obligatoires stagnent ou baissent. La croissance baisse, les revenus de la majorité des populations occidentales stagnent, l'avance éducative et technologique disparaît, la démocratie est menacée

La juxtaposition de modèles "sociaux-démocrates" insuffisamment pensés ne résiste pas à partir des années 1980 à la montée d'une idéologie néo-propriétariste. Celle-ci, mieux structurée parce que longuement incubée intellectuellement, met fin à la croissance des prélèvements obligatoires et surtout à la progressivité de l'impôt. La concentration de richesse repart de plus belle, en même temps que la croissance économique ralentit fortement, la nouvelle épargne des riches étant moins correctement allouée que la ressource publique. En effet, contrairement aux préférences des plus riches, l'emploi des fonds publics est démocratiquement débattu, reflète mieux l'intérêt général et soutient donc mieux le développement. De cette situation résulte notamment un freinage (voire une régression) éducatif, qui fait perdre aux Occidentaux leur avance technologique sur ceux des pays asiatiques qui ont su investir dans leur rattrapage éducatif (Japon, Corée, Chine mais pas Inde qui suit la tradition britannique de sous-investissement dans ce domaine). Cette stagnation prive d'espoir de larges pans des populations occidentales, que le système politique ne représente plus et qui se sentent abandonnés : les partis de centre gauche ne vivent plus que sur la partie de leur électorat ayant connu une ascension sociale. Ils sont devenus les partis des

diplômés et convergent, dans leur ligne économique, avec les partis de centre droit. L'alternative politique se déplace alors vers un espace de débat résiduel : l'acceptation ou le refus de la diversité ethnique. Les extrêmes-droites autoritaires arrivent aux portes du pouvoir et contaminent par leurs thématiques l'ensemble du champ politique, au détriment des clivages relatifs au progrès social qui sont de plus en plus marginalisés. Au sortir de l'échec communiste, les Pays d'Europe Centrale et Orientale n'ont pas adopté un modèle social-démocrate mais sont passés directement à un modèle néo-propriétariste. Combinée au désenchantement post-communiste, cette brutalité fait des PECO un laboratoire anticipé de la dérive des pays occidentaux vers un autoritarisme xénophobe corrigeant à la marge les inégalités, mais selon des critères ethniques (le « social-nativisme »). Pourtant des pistes de remèdes aux discriminations d'ordre ethnique ont fait leurs preuves, notamment sur le plan éducatif, comme l'a prouvé l'expérience de l'Inde post-coloniale et rien ne semble les rendre incompatibles avec un développement social généralisé. Ironie de l'histoire, les système politiques occidentaux inopérants sont devenus un système où s'affrontent à nouveau deux élites : la « gauche brahmane » des diplômés et la « droite marchande » des propriétaires, mimant la structure des anciennes sociétés trifonctionnelles. Du fait de ces régressions, l'Europe sera peut-être demain dans une position aussi désavantageuse que la Chine du XIXe siècle face à des puissances extérieures qu'elle avait longtemps sous-estimées et qui venaient à peine de la rattraper et dépasser.

Épisode 5 (à suivre) - l'avenir pas encore écrit : une transformation socio-économique apaisée qui sauve la démocratie et enclenche une nouvelle accélération du développement.

Mais les progrès de la connaissance et la discussion publique peuvent permettre d'inverser cette dynamique de régression et d'affaiblissement des pays anciennement développés. Se diriger à nouveau vers une société juste, objectif jamais atteint mais qui oriente vers le développement, favorisera une meilleure allocation et utilisation des ressources. On pourra alors espérer enrayer la dynamique de dé-développement des pays les plus avancés. Dans son principe, la société juste n'implique ni l'uniformité ni l'égalité absolue. La mise en concurrence plus poussée des entreprises privées par des entreprises où règnera la « propriété sociale », permettra une meilleure utilisation des ressources et rééquilibrera les conflits du travail. L'érosion programmée des plus grandes fortunes permettra d'instaurer une forme d'héritage pour tous qui donnera un nouvel élan aux initiatives entrepreneuriales et créatives (les enfants de riches ne sont pas en moyenne plus intelligents ni travailleurs que les autres). Les ressources dégagées alimenteront un nouvel élan éducatif qui accélérera un progrès technologiques indispensable pour relever les défis environnementaux du XXIe siècle. Mais de nombreux verrous informationnels (opacité des fortunes et des circuits financiers) autant qu'institutionnels (paralysie structurelle de l'Union européenne) barrent la route à cet horizon désirable : « la voie est étroite » (*op. cit.,* p. 1026). Parmi ces verrous figurent « l'autonomisation excessive du savoir économique » autant que l'« abandon des sources quantitatives et statistiques par une large part des chercheurs en sciences sociales. » (*op. cit.,* p. 1197). Les grandes bifurcations socio-économiques ont toujours résulté d'une conjonction : celle de circonstances historiques et de la disponibilité de schémas de pensée alimentés par les diverses sciences sociales. Les acteurs de ces champs académiques ont et auront donc une responsabilité indéniable dans le retour – ou non-retour – à des scénarios de développement, de rattrapage ou de déclassement des sociétés auxquelles ils appartiennent, et dont ils sauront - ou non - éviter de se couper intellectuellement et politiquement.

Dans cette scénarisation, un fil conducteur apparaît : celui d'une évolution bénéfique (en premier lieu pour l'Europe), qui va des sociétés ternaires au propriétarisme puis à la social-démocratie. Le néopropriétarisme est un peu l'intrus, l'incident régressif de ce scénario, dont Thomas Piketty esquisse sous un angle prospectif la résolution par un dépassement de la social-démocratie s'appuyant sur une conception désacralisée de la propriété et des solidarités transnationales. En somme, la ligne narrative principale de cette histoire multiséculaire - que chacun de nous écrit à son tour par ses actes - c'est le progrès social, technique, institutionnel dont la réduction des inégalités est le ciment indispensable. Non seulement le nouveau récit proposé renverse le récit néo-propriétariste, mais il l'abaisse à un épisode malencontreux de l'histoire (une histoire avec et sans « H » majuscule) : une anomalie à corriger, en somme. La performance scénaristique est impressionnante. Le grand récit alternatif est là. Mais c'est un récit à fondement scientifique et de portée mondiale, là est toute la différence par rapport aux bribes idéologique qui composaient la social-démocratie.

2. L'armature conceptuelle et théorique : innovations et démonstrations.

Au-delà du scénario, qu'en est-il de la démonstration ?

L'intérêt de cet ouvrage réside également dans les innovations conceptuelles et théoriques qu'il propose. Nous avons relevé une quinzaine de concepts nouveaux et un nombre équivalent de propositions d'hypothèses nouvelles, à portée explicative voire nomologique (ayant quasi-valeur de lois testables et pour la plupart déjà positivement testées). Il n'est pas question ici de retracer l'ensemble d'un édifice logique aussi massif, mais de dégager quelques lignes de force qui en font l'originalité.

A - Des innovations conceptuelles dont la thématique éducative constitue une charnière

Les innovations conceptuelles peuvent être regroupées en deux volets : un volet propriété / régime politique et un volet savoir / peur. Si la notion d'*idéologie* est le ciment de l'ensemble de l'ouvrage, les concepts *d'hypocrisie éducative* et *d'éducation juste* semblent jouer un rôle de charnière entre ces deux volets. Chacun de ces concepts, dans sa construction, relève d'un déplacement, d'une extension, ou d'une radicalisation de concepts usuels plus anciens.

Le volet propriété / régime politique rassemble tout d'abord les notions de *propriétarisme* et de *rapports de propriété*. L'idéologie propriétariste relève d'un "*propriétarisme exacerbé* " qui "sacralise [la propriété] et la transforme en solution systématique." (*op. cit.,* p.145), tandis qu'à l'opposé la raison et l'intérêt général appellent une vision plus "instrumentale de la propriété au nom d'objectifs supérieurs". Pour renouveler le débat sur les inégalités, Piketty montre que d'ores et déjà, dans nos sociétés, la propriété n'est pas seulement privée. Il déconstruit ce concept "propriétariste" de la propriété en proposant le triptyque des *propriétés publique, sociale et temporaire.* La notion de propriété temporaire est implicitement acceptée par nos sociétés, dans la mesure où les impôts existants sur le patrimoine (droits de succession et taxe foncière) empêchent que la propriété se perpétue d'elle-même à 100% au cours des années et des générations, pour être redistribuée. Cette redistribution, pourrait être amplifiée et ciblée de manière à permettre un plus large accès de tous à la propriété, notamment immobilière : la propriété "circulerait" au lieu de s'accumuler toujours plus au sein des grands portefeuilles patrimoniaux. Les annulations de dette de 1945 comme les réformes agraires, partout où elles ont eu lieu, participent également

de ce concept, autant qu'elles démontrant sa faisabilité et ses conséquences bénéfiques *in fine* pour tous. Cette reconstruction du concept de propriété permet de l'inscrire dans des finalités sociales et politiques (*op. cit.,* p. 576) : "la propriété publique équilibre la puissance du propriétaire privé par celle de l'´État; la propriété sociale vise à partager le pouvoir et le contrôle des moyens de production au niveau des entreprises ; la propriété temporaire fait circuler la propriété privée et empêche la persistance de détentions trop importantes."

Un dense réseau de causalités relie la propriété aux régimes politiques et aux dynamiques électorales, formant ainsi le volet propriété-régime politique. Le XIXe siècle propriétariste s'accompagnait du suffrage censitaire. Le néo-propriétarisme engendre non seulement un "*hyper-capitalisme"*, mais celui-ci est entretenu par un *régime censitaire de substitution* (*op. cit.,* p. 792), dans lequel les classes populaires et moyennes sont, par leur abstention, *de facto* quasi-exclues du jeu politique. Les dynamiques électorales montrent que la détention ou non d'un patrimoine important (et encore plus son héritage) déterminent les clivages électoraux entre deux élites : la droite électorale est une *droite marchande* tandis que la gauche électorale, qui est devenue celle des diplômés souvent moins dotés en patrimoine, est conceptualisée comme *gauche brahmane*. Elle tend à modérer la pression hyper-capitaliste sans la freiner substantiellement, de même que les religieux avaient pour rôle traditionnel de stabiliser la domination des guerriers en la protégeant de ses propres excès. Dans ce *système d'élites multiples*, les *conflits classistes* ont disparu. La majorité de la population se sent de plus en plus abandonnée et la société politique tombe dans le *piège social-nativiste*, fait de revendications sociales accompagnées d'intolérances (et demain de violences ?) envers les minorités ethniques (post-coloniales en Europe, raciales aux États-Unis). Le pari intellectuel de Thomas Piketty consiste en ce qu'une *lutte des idéologies,* somme toute plus apaisée que la lutte des classes, permette de sauver la démocratie de ce piège.

Destiné à présenter des concepts, ce bref exposé ne rend pas justice à la complexité que l'ouvrage a pris la peine d'aborder. Piketty explique et prouve que rapports de propriété et devenir des clivages politiques s'entretiennent l'un et l'autre de façons multiples, mais sans exclusive d'autres facteurs et surtout sans déterminisme ni fatalité historiques.

Un second volet d'innovations conceptuelles s'organise autour du concept de « syndrome pandorien ». Il est cette crainte, relevée à travers toutes les idéologies inégalitaires, que de premières satisfactions ou simplement la possibilité d'expression des revendications égalitaires ne conduisent à une expansion incontrôlée et destructrice (telle la boîte des malheurs humains ouverte par Pandore). Au syndrome pandorien, Piketty oppose non seulement des observations historiques mais surtout des concepts exprimés par l'épithète « juste » en un double sens : justice certes, mais en même justesse, celle qui s'opposera aux emballements incontrôlables. Ce sont la *société juste* et, l'*impôt juste triplement progressif* sur les revenus, les successions et sur la propriété.[2] Ces concepts sont au soubassement de la nouvelle problématisation des inégalités proposée par Piketty (*op. cit.,* p. 690) : « articuler une vision de l'égalité humaine avec une acceptation sereine des différences légitimes et multiples entre individus. » La notion de « règlement apaisé » des conflits autour de la richesse des hiérarchies sociales accompagne cette problématisation. La *société juste* est un horizon à poursuivre, elle est « celle qui permet à l'ensemble de ses membres d'accéder aux biens fondamentaux les plus étendus possibles et la participation la plus complète de tous aux différentes formes de la vie sociale, culturelle, économique, civique et politique » (*op. cit.,* p.1113).

[2] L'ouvrage esquisse également l'idée de mécanismes de *promotions justes* de minorités discriminées, en se fondant sur l'observation notable des exemples indien et japonais. La conceptualisation n'y est pas à notre sens autant poussée que pour la fiscalité et le terme, soit n'est pas employé, soit a échappé à notre vigilance. Mentionnons également le concept de *frontière juste.*

A la charnière des deux groupes de concepts précédemment relevés se situe donc l'*hypocrisie éducative*, qui désigne l'opacité avec laquelle sont favorisés les enfants de classes aisées dans l'effort éducatif, et son opposé l'*éducation juste*. Situer l'éducation dans cette position-charnière n'est pas seulement rappeler instrumentalement que l'instruction augmente la richesse de tous, c'est situer la responsabilité des académiques au cœur des problèmes soulevés. C'est aussi et surtout opposer le savoir à la peur puisqu'une connaissance rationnelle des faits historiques permet de surmonter le syndrome pandorien, aussi bien du côté des dominants que des dominés. Ainsi est mise en lumière une particularité de l'ouvrage de Piketty : dans sa démonstration logique comme dans son exposition discursive, la construction du savoir mêle indissolublement la logique et les affects, le faits et les valeurs.

B – La richesse abductive de l'enquête : relevé d'empreintes historiques *et* hypothèses explicatives ayant parfois force de lois

En maniant les concepts précédemment décrits, Piketty formule un grand nombre d'explications des inégalités de développement inter- et intra-sociétés. Ces hypothèses sont tout sauf hasardeuses, elles découlent de faisceaux d'indices parmi lesquels des statistiques mondiales et historiques sur la richesse et la fiscalité, qui n'avaient pas été produites avant les travaux de l'auteur, de ses disciples et de ses partenaires.

Parmi ces analyses, certaines font office de quasi-loi du développement, telle cette proposition : « Aucun pays riche n'est parvenu à se développer avec des recettes fiscales limitées à 10% ou 20% du revenu national » et qui dissone radicalement comparée au consensus de Washington sur le sujet. Ne nous nous y trompons pas : les explications, comme l'avait exposé C.S Peirce [1878] sont toujours au moins implicitement des lois hypothétiques, certes faillibles comme toutes les lois scientifiques. L'abduction est cette phase particulière du raisonnement scientifique qui consiste à expliciter de telles hypothèses. Dans le cas de l'explication précédente, c'est bien un verrou universel au développement qui est suggéré, au-delà de l'explication historique.

D'autres hypothèses sont plus explicitement nomologiques : « Au fond, le seul régime politique pleinement cohérent avec le propriétarisme est le régime censitaire » constitue une loi hypothétique formulée à la suite du faisceau d'indices suivant : (1) le propriétarisme du XIXe siècle est concomitant de régimes censitaires revendiqués, (2) les idéologues néo-propriétaristes comme Hayek préfèrent des marchés libres sous un régime autoritaire (dont le Chili de Pinochet est l'exemple-type) à toute forme d'état social (*op. cit.,* p. 821), (3) le refus actuel de la transparence patrimoniale (*op. cit.,* p. 792), légalement institué, prive le plus grand nombre d'un débat éclairé sur le sujet et instaure *de facto* un régime quasi-censitaire, traduit notamment par le taux d'abstention croissant des électorats populaires ; il va d'ailleurs de pair avec l'exclusion du plus grand nombre d'une éducation supérieure de haute qualité.

Certaines de ces hypothèses, enfin, ont une précision quasi-opératoire : « sortir l'éducation du jeu du marché et lui apporter des financements publics adéquats et égalitaires » (*op. cit.,* p. 692), « faire chuter la part du centile supérieur dans la propriété de 70% à seulement 20% n'affaiblit pas la croissance » (*op. cit.,* p. 689). L'opératoire reste parfois à des niveaux de généralité qui expliquent pourquoi certains ont pu opposer à Piketty la question de la faisabilité politique, telles les propositions institutionnelles sur l'Europe (par ailleurs fréquemment exprimées dans la presse et que nous ne détaillerons pas ici) ou encore cette recommandation tactique quant à l'établissement de régulations trans-nationales : « il est important de s'astreindre à proposer un nouveau cadre légal international avant de dénoncer les traités existants [et en outre] il est impossible d'attendre que tout le monde soit d'accord pour avancer. » (*op. cit.,* p. 1187)

Au-delà de l'innovation conceptuelle c'est donc la richesse des propositions hypothétiques qui fait l'intérêt exceptionnel de ce travail. Deux constats remarquables peuvent en être tirés. Tout d'abord, la mathématisation à outrance n'est pas nécessaire pour produire en matière de sciences humaines des lois de portée générale faillibles et testables. Ensuite, cet ouvrage offre un idéal à poursuivre en matière scientifique, dans la mesure où l'éventail des hypothèses formulées est, sur le plan de la logique modale, très large. Il va de l'explication historique ponctuelle, qui relève l'empreinte durable de faits contingents et occasionnels (comme les occasions manquées des révolutions française et américaine en matière de droits de la propriété) et prouve le non-déterminisme des bifurcations historiques, au relevé d'invariants spatio-temporels de grande échelle qui dessinent des lois. La conjonction de ces deux types d'explications, d'ordinaire séparées à travers les disciplines et les courants de recherche, est ce qui permet au travail proposé d'aller aussi loin dans la progression de connaissances nouvelles.

3. Méthodologie et exposition des arguments : l'indissolubilité du lien entre faits et valeurs.

Mais les connaissances ainsi produites sont-elles valides ? Il n'est guère utile d'insister ici sur la solidité et la transparence de l'appareil statistique construit à l'échelle mondiale et dans la profondeur historique (sur la richesse, les suffrages politiques et ou les niveaux de diplôme) auxquels l'auteur nous a habitués depuis *Le capital au XXIe siècle*. Certaines novations méritent une attention particulière. Tout d'abord, d'un point de vue épistémologique, la revendication que ce travail est une *enquête* réalisée dans le croisement des disciplines et l'épaisseur du temps historique. Pour illustrer les résultats de cette enquête et notamment mieux formuler certaines des hypothèses qui en découlent, le raisonnement contrefactuel est utilisé à plusieurs reprises. Ensuite l'exemplification va au-delà de l'aridité logique et s'appuie également, souvent inséparablement, sur l'émotionnel, faisant résonner les valeurs les plus fondamentales du lecteur. Un lien indissoluble entre fait et valeur, éthique et technique est ainsi souvent produit dans l'acte même de la démonstration.

A - L'enquête et l'expérimentation : une faillibilité assumée

En matière de méthode, deux mots-clés reviennent très fréquemment dans l'ouvrage ; l'enquête et l'expérimentation. Piketty enquête sur les mécanismes de l'inégalité, de son acceptation et de ses conséquences sur le développement. Ce terme rend un juste compte du caractère progressif et composite du type de travail scientifique ainsi conduit qui présente des analogies profondes avec le travail d'un détective : recherche d'indices, confrontation et assemblage d'éléments de tous ordres (matériels, idéels, émotionnels) pour élaborer des hypothèses qui sont parfois invalidées ou prolongées à l'aide de raisonnement contrefactuels. Surtout, l'auteur porte à notre attention de chercheur ce que nous pourrions gagner à ce schème de l'enquête et qui manque souvent à nos travaux : entamer une enquête présuppose d'aller jusqu'au bout de l'enquête, c'est-à-dire de joindre autant que possible dans le temps les motifs de convocation de l'enquête (un crime a été commis/quelque chose ne va pas dans le management) au verdict (le coupable est…/voilà ce qu'il convient de faire au mieux dans l'état de nos connaissances) dans une logique non déterministe (on ne connaît jamais la vérité à l'avance) et où un public (les jurés, une communauté pas seulement experte) doit être convaincu par une démonstration claire et transparente, non ésotérique.

L'expérimentation n'est pas seulement l'expérience de laboratoire ni même le test en double aveugle (Banerjee et Duflo, 2009). L'expérimentation est également historique et rétrospective, non dirigée *a priori*, et malgré cela comporte une aussi grande valeur scientifique que l'expérimentation dirigée. Par exemple, parce qu'elles sont bien documentées statistiquement, les différentes réformes agraires conduites au sein des différents États indiens fédérés offrent une forme d'expérimentation grandeur nature des effets de la réduction des inégalités de patrimoine : « les régions indiennes caractérisées par les systèmes fonciers les plus inégalitaires et la propriété terrienne la plus concentrée sont celles qui ont connu le développement économique et social le moins rapide » (*op. cit.,* p. 21). Au-delà du rétrospectif, Piketty croit dans les vertus de l'action transformatrice pourvu qu'elle soit elle-même conscientisée comme un élément de l'enquête : « seule une vaste expérimentation collective, au fur et à mesure de l'histoire des sociétés humaines pourra nous permettre de faire quelques progrès dans cette direction [de la société juste] en s'appuyant sur l'expérience de chacun et la délibération la plus étendue possible (à défaut d'être infinie). » (*op. cit.,* p.1117) *A contrario*, parce qu'elle est une entrave à l'enquête, l'opacité institutionnalisée quant à certaines données économiques et patrimoniales nous empêche de transformer cognitivement les mutations du monde en une expérimentation réfléchie et raisonnée.

Dans le même ordre d'esprit expérimental, Piketty ne s'interdit pas de nous proposer des expériences de pensée et notamment, comme tout détective ou personne chargée de juger, des raisonnements contrefactuels consistant à *imaginer ce qui se serait passé (ou se passera) si…* Ainsi l'absence de spoliation des créanciers en 1945 aurait peut-être empêché l'Europe de rattraper les États-Unis en technologie et niveau de vie (*op. cit.,* p. 522), la mise en place de l'impôt sur le revenu progressif répondait à des pressions socio-politiques inexorables et aurait pu avoir lieu même sans le déclenchement de la première guerre mondiale (*op. cit.,* p. 541)., l'ex URSS se porterait certainement mieux si elle était passée du communisme à un régime social-démocrate au lieu de faire un grand saut dans le néo-propriétarisme (*op. cit.,* p. 702). Ces raisonnements ont certes quelque chose d'hasardeux. Mais ne le sont-ils pas bien moins que les préconisations tirées par certains économistes de calculs basés uniquement sur des faits stylisés (cf. les analyses critiques d'Aggeri – 2015) et qui justifient l'agenda de politiques vraiment mises en œuvre (comme l'assouplissement des conditions de licenciement et peut-être, demain, le remplacement du contrat de travail à durée indéterminée par un « contrat de travail unique ») ? Il n'en reste pas moins que Piketty, quant à lui, assume bien explicitement qu'il conduit et produit une enquête, au destin aléatoire, et aux verdicts faillibles.

Par conséquent les critiques adressées à Piketty, quant à la faisabilité immédiate et sans conditions de ses recommandations en vue d'une société juste, tombent quelque peu à plat. En effet, Piketty l'explique lui-même, ces recommandations ont valeur d'expérience de pensée, celle d'une délibération infinie qui ne peut en pratique jamais être conduite à son terme, si bien que ses résultats seront nécessairement remis en cause, enrichis, amendés « à chaque délibération supplémentaire » (*op. cit.,* p. 1117).

B – l'émotionnel et les valeurs fondamentales du lecteur

Les arguments de Piketty ne sont pas seulement logiques et factuels. Ils prennent souvent – en même temps – une coloration affective. Trois grandes cohortes d'affects sont véhiculées par ses arguments.

Les affects du type « chagrin/pitié » accompagnent l'analyse du propriétarisme, et complètent ainsi son invalidation en montrant les niveaux de cruauté auxquels il a pu nous conduire et pourrait le faire à l'avenir. Au nom du propriétarisme, on peut justifier l'esclavage, comme le faisait le politicien états-unien Calhoun au XIXe siècle. Surtout, lors de

l'Abolition, partout où elle a eu lieu (*op. cit.,* pp. 253-298) le propriétarisme a conduit à cette cruelle et indécente absurdité d'après laquelle on a indemnisé les propriétaires d'esclaves mais en aucun cas les victimes de l'esclavage. Montrer que la sacralisation de la propriété conduit à justifier l'injustifiable est peut-être l'argument le plus fort que Piketty oppose ainsi au propriétarisme. Autre exemple de cruauté, emprunté à l'analyse par Polanyi des famines irlandaises et indiennes du XIXe siècle : « pour que l'offre baisse et que le prix remonte, il faut qu'une partie de l'espèce disparaisse, ce qui était à peu de choses près la solution envisagée par les propriétaires britanniques lors des famines en Irlande ou au Bengale. »[3] (*op. cit.,* p. 549) Tout ceci alimente l'argument d'une lourde responsabilité structurelle du propriétarisme dans les drames et catastrophes des années 1800-1945 : « le propriétarisme (qui s'est effondré en 1914-1945) ne comprend pas les conditions d'une possible réconciliation sociale. » (*op. cit.,* p. 555)

Les affects du type « indignation » accompagnent la dénonciation de l'hypocrisie, notamment éducative. « Peut-on acheter sa place à l'université ? », « Jusqu'où doit aller le pouvoir de l'argent ? » demande ainsi l'auteur (*op. cit.,* p. 627) en comparant les conditions d'admission opaques des plus prestigieuses universités américaines avec l'archaïsme des « concours impériaux chinois de l'époque Qing, qui autorisaient de larges possibilités d'achats de place pour les enfants de l'élite propriétaire. » L'indignation quant à une forme d'hypocrisie sociale systémique pointe également lorsqu'il est établi qu'aux États-Unis aujourd'hui la redistribution envers les plus pauvres est égale à zéro : « le montant des impôts payés par les 50% les plus pauvres (taxes indirectes incluses) est approximativement équivalent au montant des transferts reçus » (*op. cit.,* p. 614).

Enfin, l'humour prend toute sa place lorsqu'il s'agit de mettre en avant l'inconsistance logique des arguments en faveur de l'utilité sociale des fortunes géantes. Piketty se moque ouvertement des nouveaux milliardaires du digital et de leurs prétentions philanthropiques en leur empruntant le fallacieux style d'expression « proche des gens » qui est leur : « Certains semblent considérer que Bill Gates, Jeff Bezos et Mark Zuckerberg ont inventé à eux seuls les ordinateurs, les livres, les amis […] [Mais] si l'on commence à admettre l'idée que Bill, Jeff et Mark pourraient se contenter de ne posséder qu'un milliard de dollars chacun (au lieu de 300 milliards à eux trois) et qu'ils auraient sans doute mené leur vie de la même façon s'ils l'avaient su à l'avance…» (*op. cit.,* p. 830). » Un humour quelque peu scabreux, dont nous ne saurions dire s'il est volontaire, transparaît enfin avec l'analyse selon laquelle, lorsque la richesse publique devient négative, donc possédée par des créanciers, « les propriétaires privés possèdent également les contribuables » (*op. cit.,* p. 714). En sous-texte, on peut y lire que, par des privatisations et des substitutions de la dette à l'impôt, nous nous sommes faits posséder, abuser, à tous les sens du terme, par les détenteurs de grands patrimoines.

De notre point de vue, faire une place aux affects dans les démonstrations sur un sujet sociétal est doublement légitime. D'une part, offrir un renversement de perspective intellectuelle, c'est devoir changer des habitudes de pensée, avec leurs automatismes et leur inertie nourrie de l'anxiété face à tout changement d'habitude. Jouer de l'affect pour ébranler cette inertie c'est épistémologiquement parlant « de bonne guerre ». D'autre part, les choix que doivent éclairer les sciences sociales font indissolublement appel à des questions d'efficacité instrumentale *et* aux valeurs selon lesquelles nous souhaitons vivre en société. En réalité, l'affect est présent comme un fantôme dans tout travail intellectuel sociétal. Il est donc plus honnête d'expliciter la place qu'il prend de toutes manières au cœur de tout raisonnement scientifique, comme nous l'expliquons ci-dessous à un niveau de généralité supérieur.

[3] La responsabilité du colonisateur dans les 30 millions de morts de famines en Inde est aujourd'hui bien documentée (Davies, 2003)

Conclusion et amorce de discussion

Documentation, argumentation, innovation conceptuelle, proposition d'hypothèses explicatives et nomologiques faillibles, appel émotionnel aux valeurs fondamentales du lecteur : dans le cadre d'une enquête nécessairement permanente et toujours recommencée, on fait face avec cet ouvrage à une forme de complétude, de « fait cognitif total », qui lui confère un caractère exceptionnel. Cela en fait même un modèle d'inspiration pour notre discipline. Celle-ci en effet valorise avant tout, dans les progressions de carrière, les productions incrémentales, ultraspécialisées, souvent scientistes au sens le plus étroit du terme, et que personne ne lira en dehors des cercles très restreints de ceux qui s'obligent à des revues de littérature exhaustives, de peur de froisser l'évaluateur anonyme qu'ils auraient eu le malheur d'oublier de citer.

Pourtant, cette enquête appelle des remarques spécifiques de la part du chercheur en gestion. Pour s'intéresser à la gouvernance et à la création de connaissance dans l'entreprise, elle n'en ignore pas moins superbement la littérature en gestion. Quelle aurait pu être, et pourrait être demain, la contribution des chercheurs en gestion à l'enquête de Piketty ? Mais tout d'abord qu'est-ce que l'enquête ?

Piketty et Dewey : une même *logique de l'enquête*

Il se trouve que les grandes questions énoncées en introduction de cet article ont été déjà été posées dans le cadre d'un autre espace-temps historique: celui des États-Unis du début du XX°siècle, notamment par John Dewey, philosophe du courant « pragmatiste » [4] et de positionnement politique très « pikettien » (réformiste non révolutionnaire), qui s'appuyait sur les *mêmes* disciplines que Piketty (à une exception près qui nous concerne éminemment, nous l'avons déjà remarqué), pour établir des diagnostic et faire des propositions très concrètes d'amélioration des conditions de vie de ses semblables relevant du *même* registre, dans un contexte de transition socio-économique et historique très incertain (passage du *Gilded Age* à la *Progressive Era,* puis Première Guerre mondiale), lequel n'est pas non plus sans rappeler le nôtre (Lacroix, 2010, pp. 267-331). Thomas Piketty insiste souvent, notamment dans son précédent maître opus (2013) sur la possibilité d'un retour aux conditions d'inégalités des années 1900-1914 et sur le rôle qu'a joué le débat public états-unien à la même époque, dans un renversement idéologique porteur des progrès sociétaux du siècle qui était à venir. La réponse de Dewey [1938] était l'*enquête*, action de création de connaissance, en même temps transformatrice de la société, en ce qu'elle contribue à former ce que Dewey [1915] appelle un Public : non pas seulement une *Grande Société*, mais une *Grande Communauté*. La Grande communauté est celle qui est capable de problématiser collectivement les questions liées à son bien-être et son développement, et par là même, de forger son destin dans la démocratie. La démocratie selon Dewey n'est pas seulement un régime politique, elle est une façon de faire société, qui n'a d'autre fin qu'elle-même et dont une condition nécessaire est le progrès de l'éducation pour tous. L'importance de l'élection politique tient avant tout à la qualité (élevée ou insuffisante) du débat public éclairé et participatif qu'elle occasionne pour alimenter la décision. Ce débat est éclairé par la science qui fait partie intégrante du *Public* dans la création de connaissance collective. En définissant un avenir souhaité, étayé par des faits logiquement établis et inter-reliés, le public

[4] Dans son dernier ouvrage de synthèse, traduit désormais en français, Philippe Lorino (2020), offre au chercheur en gestion une initiation approfondie au mode de pensée pragmatiste, très complète, et plus accessible que la lecture directe des textes de Dewey et Peirce auxquels il est fait référence dans cet article.

(scientifiques compris) établit par là même ses propres valeurs. Cela évite de suivre et d'entretenir aveuglément des valeurs qui reflètent avant tout les « conditions historiques antérieures [dans lesquelles s'est formé] l'intérêt d'un petit groupe ou d'une classe donnée à conserver certains privilèges ou avantages » (Dewey [1918-1944], p.158). Dans l'optique de Dewey et des pragmatistes, il n'y a pas de frontière étanche entre faits et valeurs. Toute science, même la plus mécaniste, est imprégnée de valeurs ne serait-ce qu'à travers l'éthique de la recherche où la quête de vérité prime nécessairement sur le poids des intérêts.

Ce bref résumé de la philosophie progressiste de Dewey (qu'Habermas a reprise en y intégrant les acquis du tournant linguistique en philosophie) conduit à porter un autre regard sur l'œuvre de Piketty et des pikettiens. Celle-ci apparaît comme un nouveau développement de l'enquête entamée par Dewey il y a un siècle, et peut s'inscrire dans une même épistémologie. Un tel constat n'amoindrit pas l'importance de l'œuvre pikettienne. L'*enquête* fait un bon quantique grâce aux acquis des sciences humaines spécialisées et au travail empirique colossal des pikettiens. Notre remarque vise surtout à mettre en avant la portée civilisationnelle de la recherche lorsqu'elle est conduite dans cet état d'esprit. Enfin ajoutons, plus latéralement, que la conception de la frontière entre public et privé par Dewey est à même de fournir des arguments pour une plus grande transparence financière, à l'encontre de ceux qui lui opposent la préservation de la vie privée : « La ligne qui sépare le public du privé doit être tracée sur la base de l'étendue et de la portée des conséquences d'actes qui sont si importantes qu'elles nécessitent un contrôle, soit par prohibition, soit par promotion » (Dewey, [1915], p. 94). Un tel principe légitime par avance la mise en place des formes de transparence patrimoniale que Piketty appelle de ses vœux. L'opacité dans les domaines d'intérêt public empêche l'enquête d'advenir.

Piketty et les sciences de gestion : un rendez-vous à ne plus manquer

Dans les linéaments de cette enquête multiséculaire, quelle pourrait être la place de la gestion ? Dewey insiste sur la place qu'ont pris les organisations de divers ordres dans la transformation de la société et leur nécessaire prise en compte comme objet de connaissance. Mais depuis l'époque de Dewey se sont développées les sciences de gestion qu'il ne serait peut-être pas inutile aux pikettiens d'intégrer dans leurs démarches. A titre d'amorce de ce dialogue, prenons pour exemple la question d'une démocratie dans l'entreprise.

D'un côté, Piketty préconise un changement de gouvernance pour la plupart des grandes entreprises. Il rappelle que le principe « une action = une voix » a tout d'abord été rejeté par le législateur, considérant qu'il ouvrait la porte à des abus de pouvoir nocifs aux intérêts des acteurs mis en minorité. Il affirme que « l'idée selon laquelle le modèle de la société par actions et de la règle 'une action, une voix' constituerait une forme indépassable d'organisation économique ne résiste pas un instant à l'analyse ». (*op. cit.,* p. 1120). Il met notamment en avant le moindre apprentissage organisationnel (sans recourir lui-même à ce vocabulaire familier aux chercheurs en gestion) qu'occasionne la gouvernance actionnariale : « Il n'existe aucune raison dans une structure de grande taille de concentrer indéfiniment le pouvoir entre les mains d'une seule personne et de se priver des bénéfices de la délibération collective » (*op. cit.,* p. 1120). Mais, d'un autre côté Piketty estime que « la cogestion n'est pas une fin en soi et peut être dépassée » (p. 578).

Il y a là tout un espace d'enquête auquel pourraient contribuer les sciences de gestion. Citons notamment les travaux sur les entreprises à mission, paradigme d'une refondation des finalités de l'entreprise (Levillain et al., 2014) et sur les organisations de l'Économie Sociale et Solidaire (Draperi, 2016) ou la démocratie coopérative (Gianfaldoni et al., 2012), incarnation de la propriété sociale, sans oublier les propositions d'une théorie

constitutionnelle de l'organisation (Jardat, 2012). Le lien démocratie-efficacité organisationnelle y apparaît notamment relativement complexe et affecté de toutes sortes de conditions contingentes, de sorte que des réformes dans ce domaine mériteraient un débat poussé.

Gageons que les uns et les autres sauront saisir cette invitation à faire grandir et progresser l'*enquête*, pour le bien de nos sociétés et la pérennité de l'idéal démocratique afin de faire face aux bifurcations de notre siècle : défi environnemental, défi de la digitalisation et des biotech, défi de la montée des totalitarisme et des conflits géopolitiques

Références bibliographiques

Aggeri , Franck (2015), "Les phénomènes gestionnaires à l'épreuve de la pensée économique standard - Une mise en perspective de travaux de Jean Tirole", *Revue Française de Gestion* n°250 pp. 65-85

Bannerjee Abhijit V. et Duflo Esther (2009), "L'approche expérimentale en économie du développement", *Revue d'économie politique* 2009/5 (Vol. 119), pp. 691-726

Barilari, André (2019), Capital et Idéologie - Thomas Piketty (Le Seuil 2019) – Résumé et Commentaires, Gestion et Finances Publiques, Vol. 6 n°6, pp. 100-108

Brisset, Nicolas (2020), Capitalisme et idéologie : une critique , Document de travail GREDEG, Université Côte d'Azur, https://ideas.repec.org/s/gre/wpaper.html

Davis, Mike (2003), *Génocides tropicaux – Catastrophes naturelles et famines coloniales. Aux origines du sous-développement*. Paris : La Découverte

Dewey, John [1915] (2010), *Le public et ses problèmes*, Editions Gallimard Coll. « folio »

Dewey, John [1918 – 1944] (2011), *La formations des valeurs*, Les empêcheurs de penser en rond / La découverte.

Dewey, John [1938] (1967), *Logique – la théorie de l'enquête* (traduction et introduction Gérard Deledalle), Presses Universitaires de France.

Draperi, Jean-François, (2017), "Les entreprises de l'ESS face à l'offensive libérale", *RECMA* n°339, p.4

Gianfaldoni Patrick., Jardat Rémi et Hiez, David , "La spécificité démocratique des coopératives bancaires françaises", *La Revue des Sciences de Gestion* n°258, pp. 59-67

Jardat Rémi (2012), "De la démocratie en entreprise - Quelques résultats empiriques et propositions théoriques", *Revue Française de Gestion* n° 228-229, pp. 167-184

Jardat Rémi (2015), "Pour Piketty - Une nouvelle pensée des Lumières pour les sciences humaines et de gestion" , *Revue Française de Gestion* n°246, pp. 83 - 99

Lacroix Jean-Michel (2010), *Histoire des Etats-Unis*, Presses Universitaires de France.

Levillain, Kevin., Segrestin Blanche et Harchuel Armand. (2014), “Repenser les finalités de l'entreprise - La contribution des sciences de gestion dans un monde post-hégélien“, *Revue Française de Gestion* n° 245, pp. 179-200

Lorino, Philippe, (2020), Pragmatisme et étude des organisations, Economica

Piketty Thomas (2013), *Le Capital au XXIe Siècle*, Editions du Seuil, Paris ; Annexes en lignes http///piketty.pse.ens.fr/capital21c ; Traduction anglaise (2014) *Capital in The Twenty-First Century*, Cambridge (MA), The Belknap Press of Harvard University Press.

Piketty Thomas (2019), *Capital et idéologie*, Editions du Seuil ; Annexes en ligne http://piketty.pse.ens.fr/files/AnnexeKIdeologie.pdf ; Traduction anglaise (2020) par Arthur Goldhammer *Capital and Ideology*, Harvard University Press

Pisani-Ferry, Jean (2019), Piketty : Les pleins et les déliés - Sur Capital et Idéologie (Le Seuil). Version longue de ma critique dans L'Express, 12 septembre 2019“ , https://www.pisani-ferry.org/presse